

Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale : augmenter la puissance militaire à moindre coût !

Au lieu d'ouvrir un véritable débat démocratique sur les enjeux et les moyens militaires de la France, la publication du *Livre blanc* encadre une opération de communication destinée à masquer une profonde réforme de la politique militaire conduite par l'exécutif au mépris des citoyens. Cette réforme conduit à un renforcement de la politique de puissance contraire aux engagements internationaux de la France pour un monde de paix et de sécurité.

Que cette publication du *Livre blanc* se déroule en même temps que s'ouvre Eurosatory, le salon de l'armement terrestre, réunissant vendeurs et acheteurs d'armes du monde entier, est d'ailleurs tout un symbole !

Prévu initialement en mars 2008, le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* est rendu public le 17 juin prochain. Sa conception a été parsemée d'annonces destinées à déminer les réactions tant au sein de la communauté militaire que parmi les industriels ou même les élus concernés par la perte d'une garnison sur leur territoire. Elle vient ainsi clôturer 10 mois de travaux de la commission dirigée par Jean-Claude Mallet.

Le précédent *Livre blanc* datait de 1994. C'était celui de la professionnalisation des armées et de la projection des forces. Celui de 2008 se veut un retour à l'équilibre entre trois axes stratégiques prioritaires à l'heure de la globalisation :

- 1) faire face à tout risque de guerre provoqué par une nation hostile ;
- 2) développer nos capacités de projection pour traquer la violence à sa source (le terrorisme...) ;
- 3) circonscrire tout risque de troubles sur le territoire.

« L'objectif est clair : il s'agit de faire plus de militaire à moindre coût !, déclare Patrice Bouveret, président de l'Observatoire des armements. Sous couvert de faire face à toute "surprise stratégique", les responsables politiques s'appuient sur la puissance militaire pour maintenir le "rang" de la France. Et ce, au mépris de toute considération pour une véritable sécurité des populations reposant sur une réduction des inégalités dans un environnement préservé... »

Il y a donc peu de surprises à attendre du discours présidentiel de mardi 17 juin sur la défense et la sécurité nationale :

- priorité accordée à la force nucléaire avec maintien des capacités d'une première frappe dite d'avertissement ;
 - intégration accrue dans l'Otan via le retour au sein du commandement militaire et alignement sur la politique des États-Unis comme gage d'un renforcement de la politique européenne de défense ;
 - développement des capacités d'interventions extérieures avec réduction du dispositif en Afrique et installation d'une base permanente aux Émirats arabes unis ;
 - concentration des différentes infrastructures de soutien logistique des armées et réduction du nombre de casernes pour réduire les coûts de fonctionnement au profit du développement de nouveaux matériels ;
 - augmentation de l'interopérabilité entre forces militaires et forces de police ;
- renforcement de l'aide de l'État pour les exportations de matériels militaires comme moyen de compensation pour les industriels du secteur face à la réduction du nombre de matériels commandés par l'armée française...